

Actualisation sur les programmes globaux

A. Introduction

Fin 2023, le nombre de personnes contraintes de fuir avait grimpé à 117,3 millions. Dans ce contexte, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) met en œuvre ses programmes globaux dans les domaines suivants : autonomie et inclusion ; partenariats pour le développement ; éducation ; nutrition et sécurité alimentaire ; interventions en espèces ; santé publique, y compris la santé mentale et le soutien psychosocial ; eau, assainissement et hygiène ; planification des zones d'installation, abris et logement ; et énergie. Outre qu'il dirige le groupe sectoriel mondial de la protection, le HCR codirige le groupe sectoriel mondial des abris, et le groupe sectoriel mondial de la coordination des camps et de la gestion des camps. Ce document fournit une actualisation sur les progrès accomplis dans ces domaines en 2024.

B. Actualisations sur les secteurs techniques

Autonomie et inclusion

En 2024, de nouvelles possibilités d'autonomie et d'inclusion sont apparues grâce à un accès accru au travail numérique et à la mobilité de la main-d'œuvre, ce qui bénéficie aux personnes déplacées et permet de remédier aux pénuries de main-d'œuvre dans les pays d'accueil. Au Brésil, le *Companies with Refugees Forum* s'est élargi et compte désormais plus de 125 entreprises qui promeuvent l'inclusion sociale des réfugiés. Le Forum emploie actuellement 12 000 réfugiés au Brésil d'après une enquête de 2024, et plus de 1600 réfugiés ont été formés entre 2023 et 2024. Le HCR et ses partenaires ont fourni une assistance à 207 400 Ukrainiens en matière de moyens d'existence et d'inclusion socioéconomique, tandis qu'en Roumanie, *Jobs for Ukraine* a aidé plus de 6500 personnes et créé environ 530 nouveaux comptes d'employeur en 2023. En Italie, l'extension du programme *Welcome* offre à présent l'accès en ligne aux possibilités d'inclusion dans le marché de l'emploi de plus de 700 entreprises, qui ont soutenu plus de 22 000 réfugiés depuis 2017. Ces exemples révèlent une acceptation et une intégration croissantes des réfugiés dans les marchés locaux du travail.

Pour remédier à certains des problèmes liés aux obstacles juridiques et pratiques et aux capacités des pouvoirs publics locaux, le HCR a collaboré avec des entreprises privées et des organisations de la société civile à la création de plateformes d'emploi des réfugiés qui leur fournissent des informations sur leur droit au travail et les met en relation avec des possibilités d'emploi. Ces plateformes ont été mises en place dans 15 pays (Brésil, Chili, Costa Rica, Chypre, Équateur, Éthiopie, Finlande, Grèce, Italie, Pays-Bas (Royaume des), Panama, Pérou, République de Moldova, Roumanie et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord). Une plateforme d'emploi régionale pour l'Europe est en cours d'élaboration et sera lancée d'ici la fin 2024.

Le HCR a aussi travaillé en partenariat avec le Programme alimentaire mondial (PAM) à travers le *Joint Analytical Framework* afin d'évaluer les besoins socioéconomiques des réfugiés dans la région de l'Afrique de l'Est et des Grands Lacs, notamment au Burundi, à Djibouti, au Kenya, en Ouganda et au Rwanda. Cette collaboration a permis de promouvoir l'inclusion économique et l'autonomie. En 2023, le HCR avait travaillé avec les autorités

nationales dans plus de 50 pays, intégrant 5,8 millions de réfugiés et de demandeurs d’asile dans les systèmes de protection sociale.

L’accès aux services financiers a été étendu dans toutes les régions par des partenariats avec les institutions financières de développement, les prestataires de services financiers et les investisseurs d’impact afin de parvenir à des avantages sociaux mesurables et à des gains financiers. Le programme phare de financement mixte mis en place par le HCR et ses partenaires en Ouganda, notamment, a touché plus de 130 000 entrepreneurs parmi les réfugiés et les communautés d’accueil, leur fournissant des prêts, des comptes d’épargne et des services de soutien non financiers. L’initiative conjointe menée avec la Société financière internationale a aussi abouti à des études de marché dans plusieurs pays d’Amérique latine et d’Europe de l’Est, et à la création de mécanismes garantis pour les prêts de microfinance en faveur des réfugiés au Kenya et en Pologne.

Partenariats pour le développement

Les principaux partenaires du développement ont redoublé d’efforts pour investir dans l’aide aux gouvernements d’accueil afin qu’ils intègrent les réfugiés dans les services nationaux. Des progrès ont aussi été accomplis grâce à des instruments financiers soutenant des programmes de développement axés sur les régions qui accueillent des réfugiés et les pays d’accueil.

Le partenariat PROSPECTS¹, financé par une contribution de 800 millions d’euros du Gouvernement des Pays-Bas (Royaume des), vise à promouvoir l’inclusion économique et la protection sociale des populations déplacées et des communautés d’accueil, prévoyant de créer 75 000 emplois pour eux d’ici la fin 2024. Dans le cadre de ce partenariat, le HCR a travaillé avec les autorités nationales dans plus de 50 pays afin d’inclure les personnes déplacées de force et les apatrides dans les systèmes de protection sociale, alignant l’assistance humanitaire sur les programmes nationaux existants. Fin 2023, 5,8 millions de réfugiés et de demandeurs d’asile avaient bénéficié de programmes nationaux de protection sociale. De plus, conjointement avec l’UNICEF, le HCR a mené une étude afin d’évaluer les possibilités de création d’un mécanisme d’assistance technique pour renforcer la protection sociale dans les contextes de déplacement forcé en 2024.

Le HCR a aussi intensifié son engagement auprès des acteurs du développement et de la paix en matière de consolidation de la paix afin de parvenir à l’instauration de conditions de retour dans la sécurité et la dignité. Le *Regional Youth Peacebuilding Programme* du HCR a permis de former 580 jeunes réfugiés sud-soudanais en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda, au Soudan du Sud et au Soudan, leur permettant d’aider leur propre communauté dans les pays d’accueil et à leur retour. Ce programme porte sur la résolution des conflits, favorise la cohésion sociale et permet un changement positif, renforçant le rôle de leadership que jouent les jeunes réfugiés dans leur communauté.

Le HCR et la Banque mondiale ont franchi des étapes importantes en favorisant la production de données nationales et en mettant les données socioéconomiques à la disposition des partenaires humanitaires, gouvernementaux et de développement. Le Centre commun de données de la Banque mondiale et du HCR sur le déplacement forcé soutient les activités dans plus de 35 pays, 16 pays incluant désormais les populations déplacées de force dans leurs statistiques nationales. Il convient de mentionner une réalisation notable, à savoir l’enquête nationale sur les conditions de vie et le budget des ménages, qui a conduit à la première évaluation de la pauvreté jamais réalisée en République centrafricaine. Le rapport expose la situation des déplacés internes et d’autres Centrafricains, et constitue une feuille de route devant permettre au gouvernement, à la Banque mondiale et aux acteurs du développement de lutter contre la pauvreté et de trouver des solutions au déplacement interne.

Une initiative en cours en République de Moldova consiste à recueillir des données socioéconomiques sur les réfugiés et les communautés d’accueil, avec des résultats prévus

¹ Ce projet est mis en œuvre par le HCR, la Société financière internationale, l’Organisation internationale du travail, le Fonds des Nations Unies pour l’enfance et la Banque mondiale. Il opère aux niveaux régional et mondial, et se concentre sur huit pays des régions Moyen-Orient et Afrique du Nord, et Afrique de l’Est et Corne de l’Afrique.

d'ici la fin 2004, qui guideront l'élaboration de politiques en faveur d'une meilleure inclusion sociale et économique. De même, en Éthiopie, une vaste enquête socioéconomique sur les réfugiés, effectuée par le Bureau national des statistiques, a permis à la Banque mondiale d'analyser la situation des réfugiés par rapport à celle des populations d'accueil. Cette enquête confirme la nécessité d'adopter des politiques favorables à l'autonomie des réfugiés, à leur intégration économique et à leur accès aux services, conformément aux engagements pris par l'Éthiopie lors du Forum mondial sur les réfugiés, et servira de base aux opérations et aux investissements de développement de la Banque mondiale. Depuis sa création en 2019, le Centre commun de données a contribué à la réalisation de 40 enquêtes socioéconomiques de grande ampleur, qui ont été utilisées pour l'élaboration de programmes de développement d'une valeur de 2,9 milliards de dollars E.-U. dans le monde.

Le HCR a renforcé la capacité d'engagement en faveur du développement par des initiatives comme DevUP, programme de formation à l'intention de plus de 200 fonctionnaires nationaux, et la *Peer-to-Peer Resilience and Solutions Platform* pour les hauts responsables. En outre, le *Development Playbook* et les modules de e-learning, coproduits avec le Centre commun de données, ont fourni une formation à 400 participants, axée sur l'engagement humanitaire, pour le développement et pour la paix, et sur les preuves socioéconomiques dans le déplacement forcé.

Nutrition et sécurité alimentaire

En 2024, le HCR a continué à travailler en partenariat avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies (FAO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour encourager les actions visant à atteindre la cible 2.2 des objectifs de développement durable en promouvant la réduction de l'émaciation des enfants, forme sévère de malnutrition, dans le cadre du Plan d'action mondial pour la prévention de l'émaciation des enfants. Les efforts se sont concentrés sur la mise en œuvre de cinq actions prioritaires pour lutter contre la crise alimentaire et nutritionnelle mondiale dans 15 des pays les plus touchés et dans 24 pays qui ont élaboré des feuilles de route plurisectorielles au niveau national. De plus, le HCR et ses partenaires ont travaillé en étroite collaboration avec diverses parties prenantes afin de trouver des financements. L'inclusion des réfugiés est restée un élément central de cette initiative. De janvier à août 2024, 139 000 enfants réfugiés et 48 500 femmes enceintes ou allaitantes de 18 pays ont reçu un traitement pour malnutrition aiguë.

Le centre de ciblage et d'excellence pour les programmes conjoints a continué à mettre en œuvre la collaboration entre le HCR et le PAM en matière d'évaluation et de ciblage aux niveaux national, régional et mondial. Depuis 2020, ce centre a soutenu 19 opération-pays, fournissant un soutien technique pour les évaluations, les analyses et les prises de décision conjointes reposant sur des éléments concrets et centrées sur les personnes. Il a aussi contribué à renforcer l'autonomie et l'inclusion dans les plans et les investissements nationaux en matière de développement.

Le HCR prépare une feuille de route mondiale sur l'agriculture pour intensifier les solutions agricoles climato-compatibles et axées sur le marché, afin de promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition, l'inclusion économique et la résilience. Cette feuille de route comprendra aussi un ensemble de données complet sur le potentiel de possibilités agricoles et les problèmes susceptibles de se poser dans les régions qui accueillent des populations déplacées de force. Ces données seront un soutien précieux pour le travail du HCR au côté des parties prenantes visant à élaborer des interventions agricoles adaptées aux besoins spécifiques à la fois des personnes déplacées de force et des communautés d'accueil, assurant une meilleure allocation des ressources et optimisant leur impact sur la sécurité alimentaire et la stabilité économique.

Éducation

Le HCR a procédé à un examen stratégique de ses actions en matière d'éducation afin que celui-ci coïncide avec la mi-parcours de la mise en œuvre de sa Stratégie Éducation des réfugiés 2030. Cet examen s'est penché sur l'évolution des efforts d'inclusion des gouvernements et sur les changements intervenus dans l'éducation à l'échelle mondiale,

avec un accent mis sur l'enseignement de qualité. Il a également étudié les avancées réalisées dans l'éducation connectée post-COVID et avec l'intelligence artificielle, l'approche *15by30* pour l'enseignement supérieur et la formation professionnelle, et le rôle clé de l'éducation dans la promotion de l'autonomie.

Des efforts seront faits pour accélérer la mise en œuvre d'un engagement multipartite pris lors du Forum mondial sur les réfugiés en 2023 pour un financement prévisible, pluriannuel, visant à faciliter l'inclusion des réfugiés dans les systèmes d'éducation nationaux. À cette fin, INSPIRE, un mécanisme d'assistance technique de la Banque mondiale, a été lancé au Burundi, en Éthiopie, au Soudan du Sud et au Tchad. Ce mécanisme soutient l'élaboration d'initiatives visant à exploiter les financements de l'Association internationale de développement pour mettre en place des transitions vers une plus grande inclusion. En outre, le HCR continue à collaborer avec les organisations multilatérales, le secteur privé et les partenaires gouvernementaux afin de mieux aligner les financements et de faciliter l'inclusion des réfugiés dans les systèmes éducatifs nationaux.

En avril 2024, le HCR et son partenaire, *Education Above All*, ont renouvelé leur partenariat stratégique pour lutter contre le défi mondial des enfants déscolarisés dans les contextes de réfugiés. Ce partenariat a déjà permis de scolariser plus de 1,6 million d'enfants réfugiés dans 15 pays grâce à des investissements dans les infrastructures scolaires, la mobilisation communautaire, le soutien des enseignants et des activités ciblées pour les élèves vulnérables, dont les enfants handicapés. En 2023, le HCR a lancé l'initiative *Primary Impact*, mécanisme de collecte de fonds pluriannuel destiné à améliorer l'enseignement primaire pour plus de 500 000 enfants dans 26 pays. Depuis son lancement, l'initiative a aussi levé 8,7 millions de dollars E.-U.

Le programme *Instant Network Schools*, élaboré par le HCR et la Fondation Vodafone, a apporté l'enseignement numérique à plus de 327 000 enfants et 6000 enseignants dans six pays. En outre, la Fondation ProFuturo, initiative d'éducation numérique, soutient l'éducation connectée au Nigéria, au Rwanda et au Zimbabwe, bénéficiant à plus de 800 enseignants et 24 000 enfants tous les ans.

La dynamique visant à concrétiser l'initiative du HCR *15by30 goal*, visant à inscrire 15 % des jeunes réfugiés dans l'enseignement supérieur d'ici 2030, se poursuit, avec plus de 107 engagements pris par un large éventail de parties prenantes. Le taux d'inscription actuel est de 7 %. L'Initiative académique allemande Albert Einstein pour les réfugiés (connue sous le nom de programme de bourses DAFI) a aidé plus de 9300 étudiants réfugiés dans 59 pays en 2023. Elle donne aussi aux réfugiés l'occasion de passer de l'éducation à l'emploi, notamment par la formation technique et professionnelle.

Le conflit au Soudan a contraint plus de 2 millions de personnes à fuir dans les pays voisins. Au cours de l'année 2024, le HCR et ses partenaires ont continué à étendre les infrastructures éducatives dans les pays d'accueil et dans les zones d'installation de réfugiés nouvellement créées. Bien que *Education Cannot Wait*, fonds mondial consacré à l'éducation dans les situations d'urgence et les situations prolongées, ait soutenu les actions en matière d'éducation, les besoins continuent de dépasser les ressources disponibles.

À l'avenir, le HCR continuera à augmenter la disponibilité de données et d'éléments concrets relatifs à l'éducation des réfugiés avec ses principaux partenaires. Le rapport mondial 2024 du HCR sur l'éducation à paraître livrera les résultats de 65 pays, soit une nette hausse par rapport aux 12 pays couverts dans le rapport précédent.

Interventions en espèces

En 2023, le HCR a fourni 762 millions de dollars E.-U. d'assistance en espèces à 7,3 millions de personnes dans 110 pays. Les opérations les plus importantes ayant dispensé cette forme d'assistance sont : l'Afghanistan, l'Égypte, l'Iraq, la Jordanie, le Liban, la Pologne, la République de Moldova, la Roumanie, l'Ukraine et le Yémen. En outre, 540 millions de dollars E.-U. ont été distribués grâce au système du HCR *CashAssist*, qui est utilisé dans 65 pays.

Il ressort du contrôle effectué après la distribution dans 73 pays que 96 % des bénéficiaires ont préféré des espèces ou une combinaison espèces et assistance en nature. Quelque 95 % des bénéficiaires ont déclaré que leurs conditions de vie en avaient été améliorées. Plus des

deux tiers des bénéficiaires ont reçu cette assistance par des moyens numériques, dont 36 % sur leur propre compte bancaire ou sur un compte de paiement mobile, soit 4 % de plus que l'année précédente. Avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, le HCR a codirigé le Groupe consultatif mondial sur l'assistance en espèces et a permis de passer avec succès à un nouveau modèle de coordination dans 12 pays qui accueillent des réfugiés². Quelque 83 % des groupes de travail sur les interventions en espèces sont désormais coprésidés par des acteurs locaux, ce qui est conforme à l'engagement du « grand bargain » du HCR.

En juin 2024, le HCR avait fourni une assistance en espèces dans quelque 97 pays. À la suite de sa politique 2022-2026 sur les interventions en espèces, le HCR a continué à faire des interventions en espèces une modalité de réponse prioritaire, y compris dans les situations d'urgence. L'Organisation a aussi utilisé les espèces pour promouvoir l'inclusion financière, l'autonomisation, l'activité économique et la protection sociale.

Santé publique, y compris la santé mentale et le soutien psychosocial

En 2024, le HCR a continué à renforcer le système intégré d'informations sur la santé des réfugiés, qui est opérationnel dans 21 pays et plus de 195 zones d'installation, qui abritent plus de 5,5 millions de réfugiés. Plus de 4 millions de consultations ont été données à travers le monde, en faveur à la fois des réfugiés (83 %) et des communautés locales (17 %). Elles ont aussi assuré une prise en charge de plus 39 800 femmes (93 %) par du personnel qualifié lors de l'accouchement.

Pour promouvoir l'inclusion des réfugiés dans les systèmes de santé nationaux, le HCR a collaboré avec des partenaires, dont la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation internationale du travail (OIT) et des institutions académiques. Le HCR et l'OMS ont organisé conjointement une réunion du Groupe des amis de la santé pour les réfugiés et les communautés, afin de mobiliser un appui pour deux engagements multipartites sur l'inclusion des réfugiés dans les systèmes de santé et l'apport d'un soutien psychosocial et de santé mentale. Ces actions ont abouti à 235 engagements, dont 113 axés sur la santé mentale et le soutien psychosocial.

Les meilleures pratiques et les obstacles en matière d'inclusion des réfugiés dans les systèmes de santé nationaux sont recensés par le HCR, en collaboration avec des institutions académiques. En partenariat avec la Banque mondiale, le HCR évalue le coût de l'inclusion des réfugiés dans les systèmes de santé nationaux et étudie la possibilité d'instaurer une nouvelle collaboration avec le secteur privé afin de promouvoir l'inclusion des réfugiés, avec la Société financière internationale.

En réponse à la crise de la variole simienne, le HCR, en coordination avec les gouvernements, l'OMS et les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies, a rapidement intensifié les mesures essentielles de santé, et d'eau, assainissement et hygiène pour protéger et aider les personnes déplacées de force et les communautés d'accueil dans tous les pays d'Afrique touchés.

Un événement technique mondial sur les maladies non transmissibles dans le contexte des situations d'urgence a aussi été organisée en collaboration avec l'OMS, afin de souligner la nécessité de prendre des mesures pour renforcer les réponses pertinentes dans les situations d'urgence, y compris pour les réfugiés, et de proposer de telles mesures. En outre, le HCR a travaillé en collaboration avec la Fédération internationale du diabète pour améliorer la prise en charge des personnes vivant avec des maladies non transmissibles au Burundi et en République-Unie de Tanzanie, et a proposé des cours pour renforcer les capacités dans les régions Asie-Pacifique et Moyen-Orient et Afrique du Nord. Le HCR et le PAM, avec l'appui du Secrétariat du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, a relancé l'équipe spéciale interorganisations travaillant sur le virus de l'immunodéficience acquise dans les situations d'urgence.

Le HCR a lancé son cours sur la santé publique dans les situations d'urgence de réfugiés pour permettre à son personnel de mettre en œuvre des interventions de santé publique reposant sur des éléments concrets dans les situations d'urgence. L'Organisation a publié

² Équateur, Égypte, Iran (République islamique d'), Jordanie, Mauritanie, Ouganda, Pologne, République de Moldova, Roumanie, Rwanda, Slovaquie et Türkiye.

des orientations sur la manière de faciliter l'accès aux technologies d'assistance et à la réhabilitation pour soutenir une programmation plurisectorielle prévisible et concertée faisant intervenir un large éventail de parties prenantes. Il convient de mentionner l'introduction d'un paquet minimum de services de santé mentale et de soutien psychosocial pour aider les personnes déplacées de force dans les pays voisins du Soudan.

Énergie ; planification des zones d'installation ; abris et logement ; et eau, assainissement et hygiène

Conformément au plan stratégique 2024-2030 du HCR sur l'action climatique par domaine prioritaire (*2024-2030 Focus Area Strategic Plan on Climate Action*), le HCR continue à mettre l'accent sur la durabilité environnementale et la résilience climatique dans les domaines de l'énergie ; de la planification des zones d'installation ; des abris et du logement ; et de l'eau, assainissement et hygiène. Ces activités sont soutenues par le Centre technique de Genève. Dans le cadre d'un engagement du Forum mondial sur les réfugiés, un Centre technique Genève 2.0 sera mis en place avec les partenaires clés. Son but sera de promouvoir davantage encore des solutions techniques plus intégrées, plus durables sur le plan environnemental et plus adaptées au contexte dans les réponses humanitaires.

En 2024, le Centre technique de Genève a collaboré avec les universités suisses afin de développer divers outils, dont un³ ayant pour but d'évaluer le risque d'inondations et de concevoir des mesures d'atténuation en utilisant une approche fondée sur la communauté. En outre, des orientations sur les « solutions basées sur la nature » dans les zones d'installation humanitaires⁴ ont été élaborées, avec un catalogue de solutions techniques respectueuses de l'environnement.

Dans le cadre de son programme sur les solutions énergétiques dans les sites de déplacement, le HCR, avec ses partenaires, a fourni un accès à de l'énergie durable à 310 000 personnes en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda. Outre les initiatives basées sur les pays, un soutien technique global a été offert mettant en relation les questions de cuisson, d'électrification et de déchets électroniques et des initiatives basées sur le marché, avec pour but de promouvoir l'autonomie des réfugiés. Les autres activités globales comprennent notamment les évaluations des politiques énergétiques, les contributions aux stratégies de cuisson propre, les webinaires sur l'accès à l'énergie, ainsi que la gestion des déchets électroniques et les approches opérationnelles et de maintenance.

Pour promouvoir la résilience climatique et réduire la dépendance par rapport aux énergies fossiles, le HCR soutient la solarisation des systèmes d'eau et des établissements de santé grâce aux mécanismes de financement innovants de *Project Flow*. En août 2024, l'Éthiopie, la Mauritanie et le Rwanda avait accepté de solariser 20 systèmes d'eau et établissements de santé, qui devraient bénéficier à 980 000 personnes.

Groupe sectoriel mondial des abris

En juin 2024, le groupe sectoriel mondial des abris avait soutenu les groupes sectoriels des abris dans 31 pays, ciblant 37 des 98 millions de déplacés internes ayant besoin d'un abri et d'articles non alimentaires. Près de 8 millions de personnes ont bénéficié de cette aide grâce aux efforts de plus d'un millier de partenaires. Le groupe sectoriel mondial des abris a activé le groupe de consultation des donateurs, ce qui a amélioré les procédures de planification et renforcé l'efficacité des allocations du Fonds central pour les interventions d'urgence.

En outre, le groupe sectoriel mondial des abris a organisé une réunion annuelle qui a réuni plus de 200 praticiens, afin de discuter du lancement prochain d'une nouvelle stratégie du groupe sectoriel mondial des abris, dont le but est de renforcer l'impact des interventions en matière d'abris en améliorant la préparation, en tenant compte des problèmes environnementaux, et en assurant aux personnes des conditions de vie sûres et accessibles pour leur rétablissement et des solutions plus durables en matière d'abris. La réunion a aussi

³ Risques liés aux sols dans les zones d'installation humanitaire : Recueil de mesures d'atténuation, <https://www.humanitarian-risk.org>

⁴ Les orientations sur l'intégration de solutions basées sur la nature dans la planification des zones d'installation sont disponibles sur le site web global du HCR.

souligné l'engagement du groupe sectoriel mondial des abris en faveur de l'ancrage dans la réalité locale, de l'innovation et de la redevabilité envers les populations affectées.

En 2024, sur la base de la nouvelle stratégie mondiale, un soutien technique et financier a été fourni à l'Afghanistan, au Burkina Faso, à El Salvador, au Mali, en République démocratique du Congo, en Somalie, au Soudan, au Tchad, au Venezuela (République bolivarienne du) et au Yémen.

Groupe sectoriel mondial de la coordination et de la gestion des camps

En 2024, 23 millions de déplacés internes vivant dans 20 000 sites répartis dans 26 pays avait besoin de services d'appui au site, soit une forte hausse de la population cible du groupe sectoriel mondial de la coordination et de la gestion des camps. Le HCR a dirigé 46 % et codirigé 23 % des groupes sectoriels ou mécanismes de coordination apparentés existants. La stratégie du groupe sectoriel est restée fermement ancrée dans une approche axée sur les solutions. Elle s'est principalement attachée à gérer les besoins immédiats, tout en recherchant activement des solutions durables, à long terme, pour les populations déplacées, y compris en soutenant les retours volontaires dans la sécurité dans leur région d'origine, ainsi que l'intégration locale.

Le groupe sectoriel a beaucoup progressé dans la promotion du programme d'ancrage dans la réalité locale avec plus de 310 partenariats, avec entre autres des organisations non gouvernementales, dont 58 % étaient locales. Avec la création d'un groupe de travail sur l'ancrage dans la réalité locale, le groupe sectoriel mondial de la coordination et de la gestion des camps a effectué un vaste travail de recherche sur les opérations en Éthiopie, en Indonésie, au Myanmar, en République arabe syrienne, en Somalie et au Yémen. Ce travail, mené en collaboration avec le Groupe consultatif humanitaire⁵ et des chercheurs locaux, a mis en évidence l'existence d'un soutien solide à l'ancrage dans la réalité locale. Il a également révélé les problèmes qui se posent pour assurer la redevabilité envers les populations affectées et pour agir dans des environnements opérationnels complexes.

⁵ Le Groupe consultatif humanitaire est un partenariat indépendant de praticiens humanitaires et de décideurs politiques expérimentés, engagés à promouvoir l'excellence dans la pratique humanitaire.